

RELEVÉ DE DECISIONS - CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 21 DECEMBRE 2021

Convocation du 15 DECEMBRE 2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt et un décembre à dix-huit heures, les membres du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Chavanon Combrailles et Volcans, se sont réunis à Verneugheol, sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur le Président le quinze décembre deux mille vingt et un.

Nombre de membres :	Afférents au Comité : 52	Pour : 42
	En exercice : 52	Contre : 0
	Qui ont pris part à la délibération : 42	Abstention : 0

Etaient présents : Mesdames et Messieurs CHAUCOT Gérard, ACHARD Marie-Claire, SOUCHAL Pascale, FRUCHART Jean-Luc, LABONNE Jean-Jacques, CAILLOUX Luc, COSTE Christiane, MONGINOU Naima, BARRIER Martine, POUGHEON Jacky, ROMANEIX Alain, GAULON Pascal, SENEGAS-ROUVIERE Didier, FAURE Philippe, FRAISSE Cédric, SOUCHAL Boris, DEMENEIX Elisabeth, COLLANGE Claude, SABY Frédéric, IMBAUD Françoise, TUREK Jean-Pierre, COURTET Grégory, BOUEIX Florence, SAINT GERAND Jacques Philippe, CARRIAS Charles, CHASSAING Pascal, ROUGHEOL Cédric, LLINARES Bruno, SOUCHAL Max, DONNAT Nicolas, AMADON Georges, TEISSANDIER Eliane (suppléante), VIALETTE-GIRAUD Janette, ONDET Dominique, BESANCON Gilles, BONY Yannick, THOMAS Bernard et LE CHAPELAIN Jean-Luc.

Absents : Mesdames et Messieurs BOIS MAILHOT Mireille, DUBUISSON Sylvain, BOURDUGE Claude, LASSALAS Jean-Jacques, BLOSSE Monique, DONNET Anne-Michèle, MONTPEYROUX Nicolas, MILORD Franck, MANUBY Audrey et GARCIA Josias.

Ont donné pouvoir : Monsieur BIZET Jean-François à Monsieur CHAUCOT Gérard, Monsieur LEROY Anthony à Monsieur FRUCHART Jean-Luc, Madame LOISEAU Catherine à Monsieur COURTET Grégory et Monsieur LONGCHAMBON Vladimir à Monsieur FRAISSE Cédric.

Le Conseil communautaire a choisi pour secrétaire Monsieur SOUCHAL Boris.

2021-08-01 : BUDGET IMMOBILIER D'ENTREPRISES - AUGMENTATION DE CREDITS

Le CONSEIL DE COMMUNAUTE, sur proposition du Président

- Considérant que les crédits ouverts aux articles ci-après du budget de l'exercice 2021 sont insuffisants,

- Décide de modifier les inscriptions comme suit

Intitulés des Comptes	Dépenses		Recettes	
	Comptes	Montants	Comptes	Montants

Produits des cessions des immobilisations Constructions	2313	21 154 €	024	21 154 C
TOTAUX EGAUX		21 154 €		21 154 €

2021-08-02 : RESSOURCES HUMAINES – TEMPS DE TRAVAIL

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 modifiée, notamment son article 6 ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47 ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Considérant que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures ;

Considérant qu'un délai d'un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes a été imparti aux collectivités et établissements pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents ;

Considérant que la définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique ;

Considérant que le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies ;

Le Président propose à l'assemblée :

Article 1 : Durée annuelle du temps de travail

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	-104

Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	-25
Jours fériés	-8
Nombre de jours travaillés	= 228
Nombre de jours travaillées = Nb de jours x 7 heures	1596 h arrondi à 1600 h
+ Journée de solidarité	+ 7 h
Total en heures :	1 607 heures

Article 2 : Garanties minimales

L'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-après définies :

- La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarante-huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives et le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente-cinq heures.
- La durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures.
- Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures.
- L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures.
- Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures.
- Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

Article 3 : Modalités de réalisation de la journée de solidarité

La journée de solidarité peut être accomplie selon les modalités suivantes :

- Travail d'un jour férié précédemment chômé autre que le 1^{er} mai,
- Travail de 7 heures échelonné sur plusieurs jours et/ou semaines,

Article 4 : Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2022.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

✚ **APPROUVE** la proposition du Président et,

✚ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

Avec la crise sanitaire, la CCV a été obligée de mettre en place le télétravail. Afin d'encadrer cette

pratique, il est proposé au conseil communautaire de mettre en place des règles strictes (a validé en comité technique du Centre de gestion).

- 2 journées maximum de télétravail par mois
- En fonction des missions exercées par l'agent, le télétravail sera autorisé ou non ; ainsi les missions d'accueil, d'animation et technique ne pourront pas être concernées.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

✚ **APPROUVE** la proposition du Président et,

✚ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-03 : RESSOURCES HUMAINES – CHARTE DE TELETRAVAIL

Monsieur le Président indique qu'avec la crise sanitaire, la CCV a été obligée de mettre en place le télétravail.

Afin d'encadrer cette pratique, il est proposé au conseil communautaire de mettre en place des règles strictes (a validé en comité technique du Centre de gestion).

- 2 journées maximum de télétravail par mois
- En fonction des missions exercées par l'agent, le télétravail sera autorisé ou non ; ainsi les missions d'accueil, d'animation et technique ne pourront pas être concernées.

Le comité technique du Centre de gestion a rendu un avis favorable en date du 23 novembre 2021.

Monsieur le Président propose de mettre en place cette mesure à compter du 1^{er} janvier 2022 (hors contexte de crise sanitaire).

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

✚ **APPROUVE** la proposition du Président et,

✚ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-04 : RESSOURCES HUMAINES – CREATION DE POSTES – CATEGORIE C – CHARGE DE MISSION TRAVAUX

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée et notamment ses articles 34 et 3-3

Vu le budget,

Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Le Président informe l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, susvisé les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité d'assurer les missions de chargé de mission travaux infrastructures,

Le Président propose à l'assemblée :

La création d'un emploi de chargé de mission travaux infrastructures à temps complet soit 35/35^{ème} à compter du 1^{er} janvier 2022, pour exercer les missions liées au suivi et montage des dossiers travaux de la collectivité.

L'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 :

- 3-3 1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;
- 3-3 2° Pour les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi ;
- 3-3 3° Pour les communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants, pour tous les emplois ;
- 3-3 3° bis Pour les communes nouvelles issues de la fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant une période de trois années suivant leur création, prolongée, le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement de leur conseil municipal suivant cette même création, pour tous les emplois
- 3-3 4° Pour les autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article 2, pour tous les emplois à temps non complet, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 % ;
- 3-3 5° Pour les emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.

En cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment.

Son niveau de recrutement et de rémunération seront définis selon la grille indiciaire des adjoints administratifs principaux 1ère classe.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

✎ **APPROUVE** ces propositions, ainsi que la modification du tableau des emplois et des effectifs,

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité (ou de l'établissement).

✎ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents

correspondants.

2021-08-05 : RESSOURCES HUMAINES – CREATION DE POSTES – CATEGORIE A – CHARGE DE MISSION COT

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée et notamment ses articles 34 et 3-3

Vu le budget,

Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Le Président informe l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, susvisé les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité d'assurer les missions de chargé de mission transition écologique,

Le Président propose à l'assemblée :

La création d'un emploi de chargé de mission transition écologique à temps complet soit 35/35^{ème} à compter du 1^{er} janvier 2022, pour exercer les missions liées au suivi et montage des contrats de transition écologique de la CCV.

L'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 :

- 3-3 1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;
- 3-3 2° Pour les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi ;
- 3-3 3° Pour les communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaires des groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants, pour tous les emplois ;
- 3-3 3° bis Pour les communes nouvelles issues de la fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant une période de trois années suivant leur création, prolongée, le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement de leur conseil municipal suivant cette même création, pour tous les emplois
- 3-3 4° Pour les autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article 2, pour tous les emplois à temps non complet, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 % ;
- 3-3 5° Pour les emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.

En cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment.

Son niveau de recrutement et de rémunération seront définis selon la grille indiciaire des attachés territoriaux.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

✚ **APPROUVE** ces propositions, ainsi que la modification du tableau des emplois et des effectifs,

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité (ou de l'établissement).

✚ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents

correspondants.

2021-08-06 : ADMINISTRATION GENERALE – DESIGNATION DELEGUE SMADC

Monsieur le Président indique à l'assemblée qu'il serait souhaitable de désigner un nouveau représentant de la Communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans au bureau du SMADC suite à la désignation du Président via le Conseil Départemental.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Après en avoir délibéré,

- **DESIGNE** en remplacement de Monsieur ROUGHEOL Cédric, Madame BONY Yannick.
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-07 : ADMINISTRATION GENERALE – DESIGNATION DELEGUE ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE CHAVANON COMBRAILLES ET VOLCANS

Les Assemblées générales Extraordinaires de dissolution des écoles de Intercommunale Sioulet Chavanon et Pontgibaud Sioule et Volcans et l'Assemblée générale de création de la nouvelle école de musique intercommunale Chavanon Combrailles et Volcans ont eu lieu le 08/12/2021 et ont acté la fusion création de la nouvelle Ecole de Musique Intercommunale Chavanon Combrailles et Volcans fusion, à compter du 01/01/2022. Les nouveaux statuts prévoient que la Communauté de Communes de Communes Chavanon Combrailles et Volcans soit représentée par 3 élus au Conseil d'Administration.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé et les propositions de son Président,

Après en avoir délibéré,

✎ **DESIGNE** Frédéric SABY, Jean-François BIZET et Vladimir LONGCHAMBON pour représenter la Communauté de Communes au Conseil d'Administration de la nouvelle Ecole de Musique Intercommunale Chavanon Combrailles et Volcans.

2021-08-08 : ADMINISTRATION GENERALE – DESIGNATION DELEGUE PLA

L'association Planète Loisirs Animation, gestionnaire des activités accueils de Loisirs, basée à Pontaumur, a révisé ses statuts lors de la dernière Assemblée Générale et prévoit que la Communauté de Communes CCV soit représentée au sein du Conseil d'Administration par 2 élus communautaires.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé et les propositions de son Président,

Après en avoir délibéré,

✎ **DESIGNE** Frédéric SABY et Charles CARRIAS pour représenter la Communauté de Communes au Conseil d'Administration de l'Association Planète Loisirs Animation.

2021-08-09 : ADMINISTRATION GENERALE – ASSURANCE STATUTAIRE 2022

Monsieur le Président indique à l'assemblée que le contrat de la Communauté de communes Chavanon Combrailles et volcans arrive à échéance au 31 décembre 2021. Il propose au Conseil Communautaire de renouveler le contrat avec la CIGAC pour une durée d'un an.

Taux : CNRACL - 7.80 % avec une franchise de 10 jour ferme

IRCANTEC : 1.21 % avec une franchise de 10 jour ferme

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

DECIDE

Sur proposition de son Président et après en avoir délibéré, (Monsieur ROUGHEOL Cédric ne prend pas part au vote)

➤ **ACCEPTE** la proposition du Président,

➤ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-10 : MOBILITE – REGLEMENT MINI-BUS ADAPTE

Afin de renforcer les partenariats avec les associations locales et EHPAD du territoire et pour permettre aux personnes à mobilité réduite (PMR) de participer aux manifestations, spectacles et activités, la Communauté de Communes Chavanon Combrailles et Volcans et ses services jeunesse ont fait l'acquisition d'un véhicule aménagé, modèle MASTER de marque RENAULT, financé à 80% par la CAF.

Ce véhicule bénéficie d'installations particulières, 3 configurations sont possibles, un inventaire complet sera fait avant et après la remise des clés et la configuration mise en place par les agents intercommunaux en amont, suivant les besoins du locataire.

Le conducteur du véhicule, doit être expérimenté au vu de sa configuration. (+ 3 ans de permis).

Il pourra être mis à disposition sur demande auprès des agents d'accueil, une convention sera établie, et prévoira notamment le versement d'une indemnité forfaitaire pour les kilomètres parcourus, comme les autres véhicules pouvant être prêtés, à hauteur de 0,20 €/km. Les modalités et règlement seront remises au locataire avant la prise du véhicule.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé et les propositions de son Président,

Après en avoir délibéré,

✚ **ENTERINE** le règlement de prêt présenté pour le minibus adapté PMR pour une mise en application à compter du 01/01/2022.

2021-08-11 : FINANCES RAPPORT QUINQUENNAL AC

Conformément au 2° du V de l'article 1609 nonies C du Code général des Impôts (CGI), « Tous les cinq ans, le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente un rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'établissement public de coopération intercommunale. Ce rapport donne lieu à un débat au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale. » Introduit par la loi de finances pour 2017, ce rapport doit donc être élaboré pour la première fois avant le 31/12/2021.

Il couvre la période 2017-2021. L'objectif de ce rapport est de présenter les attributions de compensation 2017-2021, et la cohérence entre les calculs initiaux de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), et la réalité financière des charges assumées par la Communauté de Communes. Le Rapport Quinquennal sur les Attributions de Compensation a été adressé aux membres de l'assemblée communautaire.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

VU le 2° du V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts ;

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

✚ **PREND ACTE** de la présentation du Rapport Quinquennal sur les Attributions de Compensation et du débat qui s'en est et,

✚ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-12 : SOCIAL LOGEMENTS D'URGENCE

Suite à une demande de l'Etat de pouvoir proposer sur notre territoire des logements d'urgences à destination des femmes victimes de violences, la Communauté de Communes a organisé la mise à disposition de logements dont elle est propriétaire. Etant donné que cette action relève du champ social, il a semblé opportun que la gestion soit assurée par le CIAS Chavanon Combrailles et Volcans, qui a conventionné avec l'état pour ce faire.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

✚ **AUTORISE** le Président à signer avec le CIAS CCV une convention de mise à disposition de ces logements dans le cadre du projet de logements d'urgence et à entreprendre toutes les démarches nécessaires au bon déroulement de cette action.

2021-08-12 : SANTE ECHOGRAPHE PTG – CONVENTION D'UTILISATION

Monsieur le Président rappelle que la communauté de communes avait été sollicité par les professionnels de santé de Pontgibaud pour l'acquisition d'un échographe à la maison de santé.

L'équipement a été acquis en cours d'année subventionné par la DETR et LEADER à 80%.

Il convient de procéder à la mise en place d'une convention de mise à disposition moyennant rétribution avec l'association des professionnels de santé.

Il rappelle le plan de financement de l'opération :

Dépenses : 40500 € HT / 48 600 € TTC (payé sur le budget en TVA – MSP PTG)

Recettes : 12150 € DETR + 19850 € LEADER

Restant à charge : 8500 € HT

La durée d'amortissement sera de 5 ans : 1700 € HT /an auquel on ajoute la TVA donc **2040 € TTC par an**

Il propose donc d'établir une convention pour un montant de loyer de 2040 € par pour une durée de 5 ans. Le paiement sera annuel.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

✚ **APPROUVE** la proposition du Président et,

✚ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-14 : LECTURE PUBLIQUE – DESHERBAGE

Conformément au Code général des Collectivités Locales, et notamment les articles qui régissent les modalités de désaffectation et d'aliénation des biens du patrimoine intercommunal,

Considérant qu'il est nécessaire de valoriser une politique de régulation des collections du réseau intercommunal des bibliothèques,

Conformément aux directives de la Médiathèque départementale du Puy de Dôme,

Et afin d'optimiser les collections et proposer au lecteur un choix pertinent, il est nécessaire de définir une politique de régulation des collections du réseau intercommunal de lecture et de définir les critères et les modalités d'élimination des documents n'ayant plus leur place au sein des collections des Bibliothèques du réseau à savoir :

- Mauvais état physique ou contenu manifestement obsolète : les ouvrages éliminés seront détruits et, si possible, valorisés comme papier à recycler.
- Nombre d'exemplaires trop important par rapport aux besoins : les ouvrages éliminés pour cette raison seront proposés à des institutions qui pourraient en avoir besoin (associations, maisons de retraite, hôpitaux...) ou à défaut détruits et, si possible, valorisés comme papier à recycler.

L'élimination des ouvrages sera mentionnée par un procès-verbal, et les documents annulés sur les registres d'inventaire.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

✚ **APPROUVE** la proposition du Président ;

✚ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-15 : GEMAPI PPG CHAVANON

Monsieur le Président rappelle que, dans le cadre de l'exercice de leur compétence GEMAPI, les 4 EPCI signataires du Contrat de progrès territorial Chavanon mettent en œuvre des travaux, des études, de l'assistance à maîtrise d'ouvrage et de l'animation dans le but de préserver les ressources en eau et de faciliter les usages sur leur territoire respectif. Ces opérations ont été inscrites au Contrat.

Le SMAG-PNRML est coordonnateur du contrat de progrès territorial Chavanon en action (CPT), réunissant 27 porteurs de projets dont les 4 EPCI du bassin versant (HCC, CC CCV, CC DSA, CC MCA), 6 partenaires financiers et de nombreux partenaires techniques. Pour un montant total prévisionnel de 5.3 Millions d'euros sur 5 ans (2021-2025), ce programme vise à préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux, lutter contre les pollutions et favoriser l'intelligence collective au bénéfice de ce bien commun.

Ce CPT se matérialise par un document contractuel signé par toutes les parties prenantes et présentant l'engagement de chacun sur ces 5 années.

L'Agence de l'eau Adour-Garonne, dans le cadre de sa politique d'aides (11ème programme 2019-2024), favorise son accompagnement sur les bassins versants où une structuration de la compétence GEMAPI est mise en place. Ainsi, les travaux 'cours d'eau' des EPCI sont éligibles aux aides de l'Agence de l'eau uniquement si les actions engagées sont inscrites dans un plan pluriannuel de gestion (PPG) à l'échelle des bassins versants.

Afin de permettre aux EPCI et au PNR de rédiger le PPG unique, l'Agence de l'eau a pris une mesure dérogatoire dans le cadre du CPT se traduisant par l'éligibilité aux aides, des travaux cours d'eau et des postes de techniciens rivières en 2021.

Le PPG est un outil de planification structuré et cohérent des interventions et moyens mis en œuvre par les collectivités, gestionnaires de cours d'eau sur un bassin versant. Cet outil se formalise au travers d'un document comportant un état des lieux, une méthode de priorisation des actions et un programme technique et financier sur plusieurs années.

Il est proposé que la rédaction du PPG soit confiée à Haute Corrèze Communauté au regard de sa méthodologie reconnue par l'Agence de l'eau Adour-Garonne. HCC élaborera, en concertation avec les EPCI et le SMAG-PNRML, le dit PPG du Chavanon, dans le respect des délais de l'Agence de l'eau inscrits dans le document contractuel du CPT.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

➤ **APPROUVE** la proposition du Président et,

➤ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-16 : GEMAPI ANIMATION SIOULE

Monsieur le Président indique que la convention pour l'animation du service mutualisé GEMAPI arrive à échéance le 31/12/2021.

Il précise que le SMADC a adressé une proposition d'avenant pour l'année 2022. Le restant à charge pour l'an 2022 pour la communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans sera de 4 925.31€.

Il propose de valider cet avenant.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Sur proposition de son Président et après en avoir délibéré,

➤ **APPROUVE** la proposition du Président,

➤ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-17 : AGRICULTURE ANIMATION RTF

Monsieur le Président indique que la convention pour l'animation du réseau foncier agricole arrive à échéance le 31/12/2021.

Il précise que le SMADC a adressé une proposition d'avenant pour l'année 2022. Le restant à charge pour l'an 2022 pour la communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans sera de 3 831,95 €. Il propose de valider cet avenant.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Sur proposition de son Président et après en avoir délibéré,

➤ **APPROUVE** la proposition du Président,

➤ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-18 : FORET SCHEMA DE DESSERTE

La Communauté de Communes Chavanon Combrailles et Volcans a décidé de poursuivre la mise en œuvre d'une politique forestière volontariste aux côtés de ses communes. La réalisation d'un **schéma directeur de desserte forestière** a été lancée sur la partie nord du territoire. Cette action est menée dans le cadre de l'animation forestière, relancée sur notre Communauté de Communes depuis plus d'un an avec l'appui du Conseil Départemental.

Pour rappel : la finalité d'un schéma de desserte est de **renforcer la mobilisation de la ressource forestière** en améliorant l'accessibilité des massifs forestiers. Pour cela, on s'attache tout d'abord à connaître l'état de la desserte existante (routes à grumiers et pistes de débardage) puis à définir des priorités de nouvelles voiries à réaliser pour améliorer le maillage de la desserte. L'étude intègre également les dimensions environnementales et sociales, dans la perspective de **concilier les différents usages et fonctions de la forêt**.

L'appel d'offres a été lancé, 3 structures ont répondu. La commission d'appel d'offres s'est réunie le 21 décembre 2021, et propose de retenir l'entreprise Groupement Alcina Forêts pour un montant de 40 625 €.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Sur proposition de son Président et après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** la proposition du Président,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-19 : ENVIRONNEMENT – CREATION D'UNE REGIE AUTONOME POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC DE PRODUCTION, TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ENERGIE CALORIFIQUE A PARTIR D'UN RESEAU DE CHALEUR SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CHAVANON COMBRAILLES ET VOLCANS

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2221-1 et suivants et R.2221-1 et suivants,

VU le projet de statuts annexé à la présente délibération,

VU les articles L.2221-14, R.2221-3, R.2221-5 à R.2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la désignation des membres du conseil d'exploitation.

VU les articles R.2221-1 et R.2221-13 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la détermination de la dotation initiale de la régie.

VU l'instruction budgétaire et comptable du Ministère des Finances, relatives aux « Services publics à caractère industriel et commercial – Règles budgétaires et comptables »

CONSIDERANT que le Conseil communautaire a la volonté de promouvoir un mode de chauffage écologique et économiquement avantageux pour ses administrés

CONSIDERANT que le Conseil communautaire souhaite avoir une maîtrise importante sur ce service afin de garantir à ses usagers les meilleures conditions techniques et tarifaires.

CONSIDERANT qu'au vu de la technicité et l'ampleur raisonnables du service, le personnel communautaire est apte à assumer la gestion directe de ce service.

CONSIDERANT que le principe de l'équilibre financier des SPIC impose le suivi, dans le budget du Service, de la totalité des dépenses afférentes à son coût.

CONSIDERANT que la dotation initiale représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèces effectués par la collectivité locale de rattachement, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition, lesquelles sont mises à la charge de la régie.

CONSIDERANT la liste des biens affectés jointe à la présente délibération comme nécessaires au bon fonctionnement de la régie

Il est proposé au Conseil communautaire :

Création de la régie autonome et du budget annexe

- d'approuver la création d'une régie à simple autonomie financière pour assurer la gestion du service public de production, transport et distribution d'énergie calorifique à partir d'un réseau de chaleur,
- de fixer la date de création de la régie au 1er janvier 2022,
- de dénommer ladite régie « service public de chauffage »,
- d'approuver en conséquence les statuts de la régie figurant en annexe de la présente délibération,
- de créer, à compter du 1er janvier 2022, d'un budget annexe spécifique à la Régie dénommé « service public de chauffage » soumis à la nomenclature M4,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à effectuer toutes les formalités et à signer tous les actes nécessaires à la mise en place et au fonctionnement de la dite régie.

Désignation des membres du conseil d'exploitation

- de nommer les 3 personnes suivantes au conseil d'exploitation de la régie :
 - o M BESANCON Gilles, élu
 - o M CARRAIS Charles, élu
 - o M ROUGHEOL Cédric, élu

Détermination de la dotation initiale

- fixe le montant de la dotation initiale de la régie à 541,12€. Ce montant correspond à la valeur nette des biens affectés à la régie (1 502 941 €), déduction faite de la dette (783 000€) et des aides (718 950,66€) inscrites à son passif,
- d'opter pour le régime de l'affectation de biens sans transfert de propriété.
- d'autoriser le transfert des immobilisations du budget principal au budget annexe « service public de chauffage » dont la liste figure en annexe de la présente délibération (Annexe 1 – à établir au 31/12/2021),
- d'autoriser les inscriptions d'ordre budgétaires correspondantes aux comptes d'immobilisations du Budget Principal et du Budget Annexe.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Sur proposition de son Président et après en avoir délibéré,

➤ **APPROUVE** la proposition du Président,

➤ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-20 : ECONOMIE BROMONT-LAMOTHE-LOYERS

La Communauté de Communes Chavanon Combraille et Volcans a pris la maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement de 2 commerces/3 logements à Bromont-Lamothe. Les travaux étant sur le point d'être terminés pour les deux commerces situés au rez-de-chaussée, et afin de permettre aux deux futures exploitantes de s'installer dans les locaux (Mme DEVAL – Bar/tabac/presse et Mme GARDARIN – Institut de beauté Sérénité), il convient de définir les modalités de location des deux biens :

- ▶ Bar/tabac/presse (91,90 m2) – 31 avenue des Combrailles 63230 BROMONT-LAMOTHE
- ▶ Institut de beauté (89,61 m2) – 33 avenue des Combrailles 63230 BROMONT-LAMOTHE

- Type : bail commercial
- Durée : 9 ans
- Loyer mensuel hors charges : 450 € HT
- Date de départ du bail : 01/02/2022

Également, afin que les futures exploitantes puissent aménager pour le 01/02/2022, il est proposé de réaliser une convention de mise à disposition d'un mois du 01/01/2022 au 31/01/2022 avec une gratuité de loyer d'un mois avant la conclusion du bail au 01/02/2022.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé du Président,

- **APPROUVE** la proposition du président et,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-21 : ECONOMIE BROMONT-LAMOTHE-MARCHE

Monsieur le Président rappelle le projet d'aménagement de deux commerces et trois logements à Bromont-Lamothe. Suite à la liquidation judiciaire de l'entreprise DURANQUET & ASSOCIES, titulaire du lot n°11 – ELECTRICITE, il propose de conclure un avenant pour assurer la reprise du chantier par l'entreprise MAZET SOLUTIONS (21 rue de la Clinique 63620 GIAT).

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

- ↳ **APPROUVE** la proposition du Président ;
- ↳ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-22 : ECONOMIE CONDAT EN COMBRAILLE VENTE TERRAINS

La communauté de communes a acquis les parcelles BR 127 et BR 128 afin de réaliser notamment le pont bascule sur la zone d'activités de Condat en Combraille. Les riverains avaient sollicité la communauté afin de pouvoir obtenir une partie de terrain supplémentaire.

Suite à la réalisation du document d'arpentage, il est proposé de céder au tarif de 1.5€ / m² via acte administratif :

- Mr GARCIA : 2520 m² lot f suivant document d'arpentage.
- Mr CALDEIRA : 1962 m² lot G suivant document d'arpentage.

Il est ainsi proposé de revendre deux terrains aux entreprises susmentionnées au prix de 1.5€/m² HT. Cette transaction sera réalisée par acte administratif.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé du Président,

DECIDE

- ↳ **DE VENDRE** ces parcelles issues de la division de la parcelle BR128 au prix de 1.5€/m² HT ;
- ↳ **DE DEMANDER** à Monsieur le Président de bien vouloir procéder à la rédaction des actes administratifs à intervenir entre les différentes parties en vertu de l'article L1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- ↳ **DE DÉSIGNER** Monsieur Boris SOUCHAL, Vice-Président, pour représenter la Communauté de Communes Chavanon Combrailles et Volcans et signer les actes de vente passés en la forme administrative comme signataire de l'acte
- ↳ **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à cette procédure.

2021-08-23 : ECONOMIE BROMONT LAMOTHE VENTE TERRAINS

La Communauté de Communes Chavanon Combrailles et Volcans a acquis le 9 octobre 2020 la parcelle XY 37 sur la commune de Bromont-Lamothe d'une superficie de 5 134 m².

Une entreprise souhaite aujourd'hui s'installer afin de créer un bâtiment en vue d'accueillir des cellules artisanales. Il est ainsi proposé de revendre le terrain à l'entreprise au prix de 15€/m² HT. Cette transaction sera réalisée par acte administratif.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,
Entendu l'exposé du Président,
DECIDE

- ➡ **DE VENDRE** la parcelle XY 37 sur la commune de Bromont-Lamothe au prix de 15€/m2 HT ;
- ➡ **DE DEMANDER** à Monsieur le Président de bien vouloir procéder à la rédaction de l'acte administratif à intervenir entre les différentes parties en vertu de l'article L1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- ➡ **DE DÉSIGNER** Monsieur Boris SOUCHAL, Vice-Président, pour représenter la Communauté de Communes Chavanon Combrailles et Volcans et signer l'acte de vente passé en la forme administrative comme signataire de l'acte
- ➡ **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à cette procédure.

2021-08-24 : ECONOMIE DOSSIER A89

Monsieur le Président rappelle aux membres présents qu'il appartient à la Communauté de Communes Chavanon Combrailles et Volcans de délibérer afin d'octroyer les aides A89 et ceux en application de la convention signée avec la Région Auvergne Rhône Alpes. Monsieur le Président présente le dossier déposé et propose au Conseil Communautaire d'octroyer les aides comme indiqué ci-dessous :

Porteur de projet	Intitulé	Commune	Projet	Montant dépenses retenues	Pourcentage Fonds A89	Montant Fonds A89	LEADER	Subvention Région
Auto-école ALTA Conduite	Développement de l'activité de l'auto-école : achat d'une remorque pour faire passer le "permis remorque"	GIAT	L'autoécole de Giat souhaite développer son activité en proposant la formation au permis remorque, pour cela, la société alta conduite envisage de faire un investissement d'ordre professionnel permettant une valeur ajoutée à son entreprise	3 665,00 €	20,00%	733,00 €	NON	NON
M. Rigaud Florian	Achat d'un véhicule utilitaire dans le cadre d'une création d'entreprise dans le BTP : plâtrerie-peinture	BROMONT-LAMOTHE	Monsieur Rigaud a contacté la CCV à la fin de son projet, il est désormais plâtrier peintre sur la commune de Bromont-Lamothe, il souhaiterait acheter un véhicule d'occasion de type camionnette pour déplacer son matériel sur les chantiers.	20 533,63 €	20,00%	4 106,73 €	NON	NON
Mme Jehl	Création d'une cave à vin	PONTGIBAUD	Madame Jehl souhaite ouvrir une cave à vin sur la commune de Pontgibaud. L'idée d'une cave à vin, fort de succès d'année en année est une très bonne chose pour l'attractivité commerciale du territoire. Dossier éligible Région mais dépenses engagées avant le dépôt de la demande d'aide. Investissement : ameublement, matériel informatique et de caisse, vitrine réfrigérée, travaux de mise aux normes du local (électricité...)	23 089,26 €	10,00%	2 308,93 €	NON	OUI (20%) 4 617,85 €
M Labiaule	Création d'une poissonnerie ambulante	PONTGIBAUD	Création d'une entreprise de poissonnerie ambulante à Pontgibaud avec tournées sur les marchés (Giat, Pontaurum...). Acquisition d'un véhicule ambulant et de matériel professionnel (bacs à glace, ustensiles...). Dossier éligible à l'aide Région (Commerçant non sédentaire 25%) sans nécessité de cofinancement. Proposition d'apporter une aide de 5% pour compléter à 30%.	31 196,96 €	5,00%	1 559,85 €	NON	OUI (25%) 7799,24
						8 708,50 €		

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

➡ **APPROUVE** la proposition du Président et,

➡ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-25 : ECONOMIE SOLUTION NUMERIQUE

Dans le cadre de Petites Villes de Demain, des dispositifs existent pour financer une solution numérique pour les commerçants. A l'issue de la commission « Développement économique et revitalisation des cœurs de bourgs », le Président propose de mettre en place cet outil afin de faire bénéficier gratuitement aux entreprises locales et associations d'une vitrine commerciale pour augmenter leur visibilité. Ce dispositif bénéficiera à l'ensemble des entreprises du territoire.

Coût de la solution numérique 360 SMART CITY : 34 128 € TTC sur 3 ans

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

✎ **APPROUVE** la proposition du Président ;

✎ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-26 : HABITAT PIG

Monsieur le Président rappelle que la convention pour le PIG départemental Habiter Mieux arrivait à échéance le 31/12/2020 et qu'elle a été prolongée par avenant avec le Conseil départemental d'une année pour 2021 – délibération du 25/02/2021.

La convention prenant fin au 31 décembre 2021, le Président propose de la renouveler pour une année supplémentaire en 2022 :

- Subvention de 500 €/dossier
- Financement de 60 dossiers par an.
- Thèmes : Précarité énergétique et Aide à l'autonomie.
- Ménages aux ressources modestes et très modestes.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

✎ **APPROUVE** la proposition du Président ;

✎ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-27 : HABITAT FACADES

Monsieur le Président rappelle que le dispositif d'aide « Opération Façades » permettant la rénovation de façades et adopté par délibération du 28/11/2018 prendra fin au 31 décembre 2021.

Rappel des conditions :

Montant de la subvention : 20 % des travaux TTC, subvention plafonnée à 1 000 €.

Les conditions d'éligibilité sont les suivantes :

- La/les façade(s) concernée(s) doivent être totalement visible(s) depuis la voie publique ;
- Le bâtiment doit avoir plus de 30 ans.

Suite à la commission « Habitat, Urbanisme et Energies Renouvelables » qui s'est réunie le 14 octobre 2021, Monsieur le Président propose de renouveler ce dispositif pour une durée de 3 ans (2022-2024) et d'apporter au règlement les modifications suivantes :

- Respect de la prescription de la CC pour versement de l'aide, l'aide ne sera versée que si les préconisations sont respectées (notification au demandeur).
- Le mot « préconisation » devra être remplacé par « prescription d'aspect »
- Ouvrir le programme au personne morale et 5 SCI par an,
- Intégrer les vitrines commerciales

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

✎ **APPROUVE** la proposition du Président ;

✎ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-28 : HABITAT OPAH

Dans le cadre de sa compétence politique du logement et cadre de vie, du dispositif Petites Villes de Demain, et après échange avec la commission « Habitat, Urbanisme et Energies Renouvelables » qui s'est réunie le 14 octobre 2021, le Président propose au conseil communautaire de réfléchir à la mise en place d'une **OPAH (Opération programmée d'amélioration de l'habitat)**.

Définition d'une OPAH (ANAH) : Une opération programmée d'amélioration de l'habitat est une offre de service qui favorise le développement du territoire par la requalification de l'habitat privé ancien.

C'est une offre partenariale qui propose une ingénierie et des aides financières. Elle porte sur la réhabilitation de quartiers ou centres urbains anciens, de bourgs ruraux dévitalisés, de copropriétés dégradées, d'adaptation de logements pour les personnes âgées ou handicapées.

Chaque Opah se matérialise par une convention signée entre l'Etat, l'Anah et la collectivité contractante. Elle est d'une durée de 3 à 5 ans. Ce contrat expose le diagnostic, les objectifs, le programme local d'actions et précise les engagements de chacun des signataires.

En complément de l'Opah classique, il existe une gamme d'Opah thématiques pour des problèmes d'habitat spécifiques : Opah renouvellement urbain (RU) ; Opah revitalisation rurale (RR), Opah copropriétés dégradées. Il est ainsi proposé au conseil communautaire de lancer une consultation pour retenir un bureau d'études afin de réaliser une étude pré-opérationnelle qui viendra elle-même définir le type d'OPAH à mettre en place, le périmètre et la proposition d'un programme avec les modalités d'intervention à l'issue d'un diagnostic.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

👉 **APPROUVE** la proposition du Président ;

👉 **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-29 : INVESTISSEMENT MAISON DE SANTE DE PTG

Monsieur le Président rappelle le projet d'extension de la maison de santé de Pontgibaud et indique que l'appel d'offres travaux a été lancé.

La commission d'appel d'offres s'est réunie le 21 décembre 2021 et propose de retenir les entreprises suivantes :

N°	LOT	ENTREPRISE	OFFRE
1	TERRASSEMENTS VRD	SMC FAURE	10 415,95 €
2	FONDATIONS SPECIALES	SONDEFOR	19 000,00 €
3	DEMOLITION GROS ŒUVRE	DUTHEIL BTP	94 957,71 €
4	RAVALEMENTS	SMC FAURE	8 071,00 €
5	ETANCHEITE	SARL ETANCHEA	14 685,05 €
6	MENUISERIES EXT ALU	MANARANCHE	14 659,12 €
7	SERRURERIE	GS2A	7 788,00 €
8	PLATRERIE FAUX PLAFONDS	MANARANCHE	48 888,51 €
9	Menuiseries intérieures bois	EURL LOPITAUX	9 295,00 €
10	REVETEMENTS DE SOLS MINCE	PAIS SOLS	15 063,88 €
11	PLATEFORME ELEVATRICE	AUVERGNE ASCENSEURS	18 758,00 €
12	CHAUFFAGE VENTILATION	MAZET SOLUTIONS	33 490,37 €
13	ELECTRICITE	SARL ROUSSEL	28 842,00 €
	TOTAL		323 941,59 €

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Sur proposition de son Président et après en avoir délibéré,

➤ **APPROUVE** la proposition du Président,

➤ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-30 : INVESTISSEMENTS MOE COWORKING GIAT

Monsieur le Président rappelle le projet d'aménagement d'un tiers-lieu à Giat.

Afin d'engager le projet, Monsieur le Président propose de recruter un maître d'œuvre afin de travailler sur la conception du projet. Une consultation a été lancée.

3 candidatures ont été reçues : FOUROT XAVIER ; ATELIER JEAN-PAUL CRISTINA, SCP ESTIER-LECHUGA.

Après analyse des offres, Monsieur le Président propose de retenir l'équipe SCP ESTIER-LECHUGA basée à CEYRAT.

	MANDATAIRE	SCP ESTIER LECHUGA
	CO-MANDATAIRE	/
	ECONOMISTE	Thierry Roche
	STRUCTURE	/
	FUIDES	Fluidedome
PRIX	Prix HT	31 500 €
	%	10,50%
	% mandataire	70%
	% BE	30%

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

➤ **APPROUVE** la proposition du Président ;

➤ **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-31 : INVESTISSEMENTS MOE FRANCE SERVICES PTG

Monsieur le Président rappelle le projet d'extension des locaux de France services à Pontgibaud, situé au 1^{er} étage des locaux actuels.

Afin d'engager le projet, Monsieur le Président propose de recruter un maître d'œuvre afin de travailler sur la conception du projet. Une consultation a été lancée.

3 candidatures ont été reçues : ATELIER D'ARCHITECTURE - Godefroy RIVIERE / MORPHO ARCHITECTES / ARCHITECTE ZDIEBECK AMATA

Après analyse des offres, Monsieur le Président propose de retenir l'équipe MORPHO ARCHITECTES basée à RIOM.

	MANDATAIRE	MORPHO ARCHITECTES
	CO-MANDATAIRE	/
	ECONOMISTE	/
	STRUCTURE	/
	FUIDES	/
PRIX	Prix HT	20 500 €
	%	7,88%

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Entendu l'exposé de son Président,

Après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** la proposition du Président ;
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-32 : INVESTISSEMENTS MOE FRANCE SERVICES BL

Monsieur le Président indique qu'afin d'avancer sur le projet d'extension de l'Espace France Services de Bourg-Lastic, il est proposé de recruter un architecte afin de travailler sur l'étude d'extension.

Une consultation a été lancée. La Commission d'appel d'offres s'est réunie le 21 décembre 2021 et propose de retenir l'offre de l'architecte Bruno BRUN pour un pourcentage de rémunération de 10.85 € soit pour un montant de 32 550 € (montant de travaux estimé de 300 000 €)

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Sur proposition de son Président et après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** la proposition du Président,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-33 : INVESTISSEMENTS MOE PEJ PTM

Monsieur le Président rappelle le projet de Pôle jeunesse à Pontaurum. Il précise qu'afin de poursuivre les travaux sur le pôle jeunesse de Pontaurum et suite à l'acquisition du bâtiment Thiallier l'offre de l'architecte doit être revue.

Une consultation a été lancée suite aux modifications du projet.

La commission propose de retenir l'offre du cabinet PANTHEON pour un pourcentage de 9% soit 63 000 € HT. (Montant de travaux estimé de 700 000 €)

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Sur proposition de son Président et après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** la proposition du Président,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-34 : ASSISTANCE AUX COMMUNES VOIRIE – SOUHAIT D'ADHESION ADIT POUR LE COMPTE DES COMMUNES

Monsieur le Président rappelle que depuis plusieurs années la Communauté de communes a mis en place une assistance voirie pour le compte de ses communes. Cette assistance est également proposée par le conseil départemental via l'ADIT. Certaines communes du territoire adhèrent à cette assistance. Afin d'uniformiser les règles sur le territoire communautaire, Monsieur le Président propose aux membres présents de solliciter le Département afin d'étudier la possibilité d'une adhésion de la Communauté de communes pour elle-même et pour le compte de ses communes au titre de l'assistance voirie.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Sur proposition de son Président et après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** la proposition du Président,
- **AUTORISE** le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents correspondants.

2021-08-35 : LEADER – MOTION

Monsieur le Président rappelle Le SMADC porte aujourd'hui son quatrième programme LEADER. Le syndicat assure le pilotage du programme, l'accompagnement des porteurs de projets, l'instruction réglementaire et

technique des dossiers et l'animation du comité de programmation. L'expertise et l'expérience du SMADC dans la gestion de ces fonds n'est plus à démontrer. En témoignent les taux de consommation des enveloppes sur les quatre programmes successifs (pour les programmes précédents, les crédits ont été consommés, concernant le programme en cours, le taux de programmation est actuellement de 75 % avec encore une année de programmation à venir). Depuis 1995, ce portage a permis de mobiliser sur les Combrailles près de 12 M€ et soutenir près de 900 projets, au bénéfice des collectivités, des entreprises et des associations du territoire, répondant à des problématiques locales et à des actions de développement ciblées en matière économique, agricole, touristique et culturelle.

Il précise que la proposition du Conseil régional par courrier en date du 01/12/2021, pour la mise en place du programme LEADER 2023-2027 ne prend plus en considération les structures historiquement porteuses telles que le SMADC et impose une organisation départementale à créer ou sur la base d'une structure existante.

De plus cette décision unilatérale et inattendue va clairement déstabiliser les finances et l'organisation administrative des structures porteuses de GAL. A titre d'exemple, le SMADC mobilise 2,5 ETP sur LEADER répartis sur 4 agents, soit 120 000€ de recettes de fonctionnement annuels (auxquels s'ajoutent le financement de projets d'animations thématiques). Réduire cette ingénierie conduira à réduire une animation territoriale reconnue par nos 99 communes et 3 communautés de communes adhérentes au syndicat. Pour un territoire rural comme les Combrailles, cette décision est un frein réel à la mise en place de politiques de développement local, mais c'est aussi la garantie que les petits porteurs projets ne capteront plus de fonds européens, alors que LEADER s'adresse à eux en priorité. Cette décision est clairement de nature à contribuer à un éloignement dommageable entre les structures porteuses et les besoins des territoires.

LE CONSEIL DE COMMUNAUTE,

Sur proposition de son Président et après en avoir délibéré,

- **rappelle son attachement aux objectifs fondamentaux du programme LEADER :**
 - Un programme au bénéfice des territoires ruraux.
 - Une démarche ascendante de construction du programme d'aides financières sur la base d'une stratégie territoriale ciblée.
 - Un pilotage local des décisions d'attribution des aides par un comité de programmation composé à parité de représentants publics et privés, tous issus du territoire.
 - Des moyens d'animation dédiés afin d'accompagner les porteurs de projets.
- **Fait part de son inquiétude et rappelle que LEADER est un programme qui aujourd'hui fonctionne, tant en termes d'efficacité auprès des porteurs de projets que du point de vue de son mode de gouvernance,**
- **Demande que la position régionale soit réétudiée en concertation, afin de ne pas exclure les organisations territoriales existantes.**